

LUMIÈRES TURQUOISES : DEMOGRAPHIE(S) EN QUESTION(S)

Turquie, Azerbaïdjan, Géorgie, Turkménistan

Une publication du SER d'Ankara et des SE de Bakou et Tbilissi
Décembre 2025

SOMMAIRE

Turquie – Une crise démographique qui s'accélère et pèsera sur le développement économique.....p. 2

Azerbaïdjan – La démographie : « So far, so good » ?.....p.5

Géorgie – Une population qui émigre, diminue et vieillit depuis 1990.....p.7

Turkménistan – Quelles perspectives pour la démographie turkmène selon l'UNICEF ?.....p.10

Tableaux de synthèse

EDITORIAL

Ce numéro de fin d'année des Lumières Turquoises explore les dynamiques démographiques à l'œuvre dans les pays de la région du SER d'Ankara.

Les trajectoires démographiques observées en Turquie, en Azerbaïdjan, en Géorgie et au Turkménistan illustrent, chacune à leur manière, l'entrée progressive des économies de la région dans une phase de transition démographique plus ou moins avancée, marquée par le ralentissement de l'accroissement naturel, la recomposition de la pyramide des âges et des interactions de plus en plus fortes entre dynamiques démographiques et trajectoires de développement économique. Si ces pays partagent des tendances communes – recul de la fécondité, urbanisation rapide, migrations sélectives et montée en puissance des enjeux de capital humain – ils se distinguent néanmoins par leur position dans le cycle démographique, par l'ampleur des déséquilibres à venir et par la centralité accordée (ou non) à ces enjeux dans les politiques publiques.

La Turquie (p.2) apparaît comme le cas le plus avancé et le plus critique : elle fait face à un vieillissement rapide, combiné à une chute brutale de la fécondité et à une émigration nette touchant en priorité les jeunes actifs qualifiés. Cette dynamique fait peser des risques structurels sur la soutenabilité de son système de protection sociale, sur ses gains de productivité et sur la compétitivité de son modèle économique, encore largement fondé sur une main-d'œuvre abondante.

À l'inverse, l'Azerbaïdjan (p.5) connaît une transition plus progressive et encore silencieuse. La population demeure relativement jeune, mais la chute rapide de la fécondité depuis l'indépendance a fortement ralenti l'accroissement naturel. Le vieillissement est engagé, sans toutefois générer à ce stade de pressions comparables sur le marché du travail ou sur le système de retraites. Cette temporalité plus favorable explique que les enjeux démographiques restent secondaires dans l'agenda public.

En Géorgie (p.7), le nombre d'habitants décroît en raison d'une émigration ininterrompue depuis les années 90. Le profil des migrants et la chute de la fertilité entraînent le vieillissement de la population, ce qui présente un enjeu pour le financement du système de retraite.

Le Turkménistan (p.10), enfin, se situe dans une phase intermédiaire : doté d'une population très jeune et d'un potentiel de dividende démographique significatif, il voit toutefois ce potentiel fragilisé par une émigration massive, des contraintes administratives fortes et de profondes incertitudes statistiques.

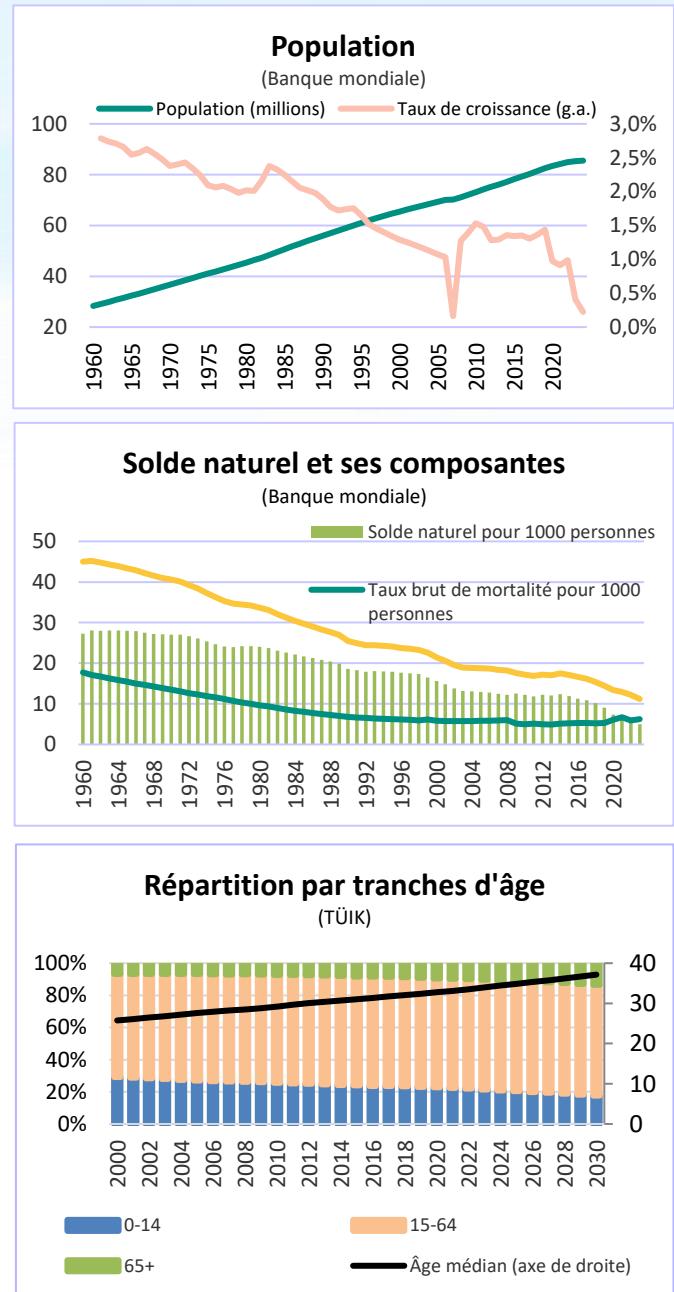
Turquie – Une crise démographique qui s'accélère et pèsera sur le développement économique

En faisant de 2024 « l'année de la famille », le Président Erdogan a mis en lumière un problème majeur auquel fait face la Turquie. Le pays de 87 millions d'habitants voit, depuis quelques années, sa population vieillir et croître faiblement. Les conséquences économiques pourraient être majeures : remise en cause de la soutenabilité du système de protection sociale, perte de compétitivité dans les secteurs forts de la Turquie sur le long terme, et ralentissement des gains de productivité.

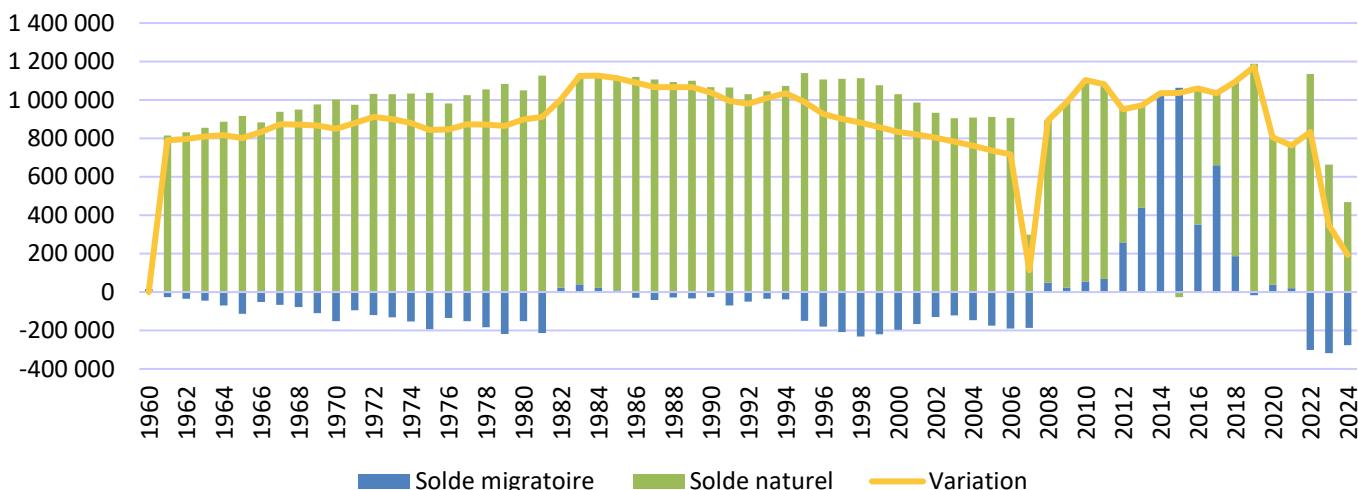
La Turquie fait face à une crise démographique multiforme

Le pays observe un déclin structurel du taux de croissance annuel de sa population. Devenu inférieur à 2 % en 1989 et à 1 % en 2020, le taux de croissance a atteint un plancher historique en 2024, s'établissant à 0,23 %. La première raison à ce déclin est la réduction de la natalité. Alors qu'il s'établissait à 2,53 en moyenne en 2000, le nombre d'enfants par femme est devenu inférieur au seuil de renouvellement (2,1) en 2017, et a poursuivi sa diminution depuis, atteignant 1,51 en 2023 et 1,48 en 2024. Cette tendance à la baisse continuerait selon la ministre de la Famille. On observe en parallèle une légère augmentation du taux de mortalité pour 1 000 habitants depuis son point bas à 4,9 en 2013 ; en 2023, il est estimé à 6,2. Ces évolutions réduisent le solde naturel, et freinent ainsi la croissance de la population hors immigration. On observe également un vieillissement « par le bas », lié à la diminution des naissances. L'âge médian est passé de 25,8 en 2000 à 34,4 en 2024, et devrait dépasser 37 ans en 2030. Dans le scénario principal de l'institut statistique, la part des plus de 65 ans dans la population devrait passer de 10,6% en 2024 à 23,1% en 2050. Dans le même temps, la part des moins de 14 ans devrait diminuer de 20,9 % à 15,1 %. D'après cette même étude, en Turquie, les plus de 65 ans devraient représenter environ 1/3 de la population en 2100.

Les migrations constituent également un élément majeur de la dynamique démographique turque. Entre 2010 et 2020, 36,5 % de la croissance de la population était due à l'immigration ; l'afflux de réfugiés syriens y ayant largement contribué (d'après les données du HCR, plus de 3,5 millions de réfugiés syriens sont arrivés en Turquie entre 2012 et 2020). Cependant, depuis 2022, la Turquie observe une émigration nette et l'immigration ne compense plus un solde naturel en déclin. De nombreux diplômés turcs partent en effet à l'étranger : environ 2 % des diplômés d'études supérieures turcs vivent ainsi à l'étranger, mais cette part varie en fonction des secteurs ; en 2022, elle atteignait 4,6 % pour les ingénieurs et 7,3 % pour les diplômés des secteurs des NTIC. Les Etats-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont les premières destinations des diplômés turcs, attirants à elles seules plus de la moitié des diplômés émigrés. Plus généralement, les mouvements migratoires affectent plus fortement la jeune population active. En 2022, les tranches d'âge de 5 ans comprises entre 20 et 59 ans ont toutes enregistré un solde migratoire négatif (au contraire des autres tranches de la population). Ces évolutions font pression sur le ratio de dépendance, qui, 50 ans après sa dernière augmentation (en 1968), a augmenté pendant 5 années consécutives entre 2018 et 2022.

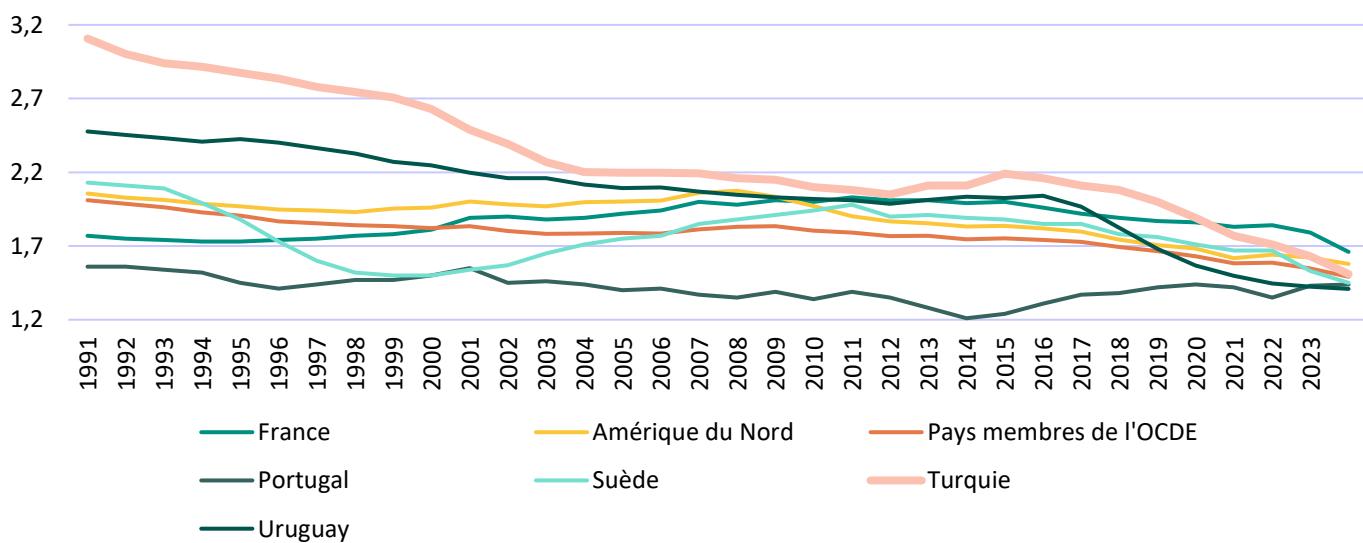


Évolution annuelle la population
(Banque mondiale)



Selon les prévisions de l'institut statistique de Turquie, la population atteindrait son maximum en 2053 (93,9 millions d'habitants) ou dès 2044 selon le scénario bas. En effet, le vieillissement de la population devrait engendrer une hausse du taux de mortalité, et la diminution du nombre d'enfant par femme est une tendance structurelle. En réalité, le nombre d'enfants par femme en Turquie est à peine inférieur à la moyenne de l'OCDE ; ce qui fait la particularité de la Turquie est la rapidité de ce déclin. L'évolution du solde migratoire reste un facteur difficile à prédire, car elle dépendra largement de l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Alors qu'un mouvement de retour vers la Syrie a déjà commencé depuis la chute de Bachar Al Assad, ce mouvement pourrait s'intensifier dans le cas d'une stabilisation de la région ; un retour massif des réfugiés syrien pourrait avoir un impact majeur, leur nombre étant estimé à plus de 3 millions en Turquie. A l'inverse, une intensification des tensions dans les pays limitrophes pourrait au contraire entraîner une forte immigration.

Nombre d'enfants par femme dans des régions avec une natalité similaire à celle de la Turquie
(Banque mondiale)



Cette situation démographique risque de peser sur l'économie turque

Avec une population vieillissante, un enjeu structurel pour la Turquie sera celui du financement de sa protection sociale. En effet, l'augmentation du ratio de dépendance entraîne un « effet ciseau » ; une augmentation du nombre de bénéficiaires de pensions – de retraite notamment – et une diminution du nombre de cotisants. La réforme de 2023 ayant supprimé l'âge minimal de départ à la retraite a largement accéléré ce processus. Le nombre de bénéficiaires d'une pension retraite a soudainement augmenté, de 9,5 millions en 2022 à plus de 12 millions en 2024. De ce fait, alors qu'en

2022 la Turquie comptait 2,8 cotisants par retraités, elle en compte aujourd’hui 2,1 – contre 1,8 en France. Ce ratio est particulièrement important, du fait que 38 % du financement de la sécurité sociale repose sur les cotisations des actifs, et que les retraites représentent environ les deux tiers des dépenses. Selon le scénario principal de l'étude de l'Institut statistique de Turquie, le ratio devrait se dégrader de 42 % en 50 ans, la part des personnes âgées de 65 et plus passant de 11 % à 32 % de la population sur la même période.

La départ de jeunes diplômés représente également un coût important. D'une part, le départ des diplômés d'études supérieures représente une fuite de capital humain, qui grève les gains de productivité et prive le pays d'une main d'œuvre qualifiée. D'autre part, ces départs représentent un coût d'opportunité fiscal, car l'investissement du gouvernement dans l'éducation dont ont bénéficié les étudiants ne sera pas rentabilisé par le paiement d'impôts sur le territoire turc.

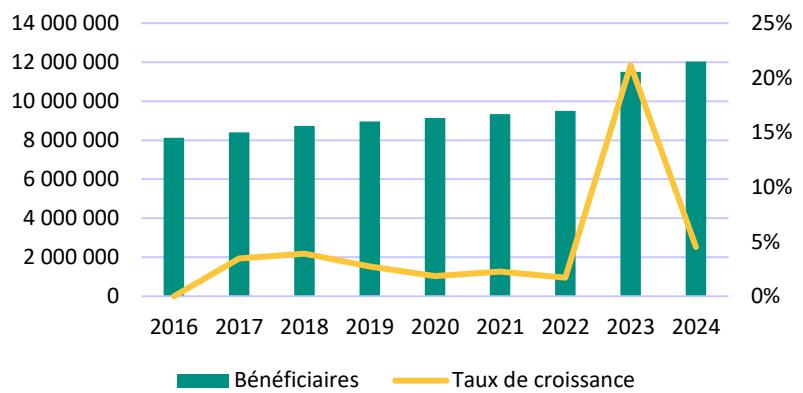
Le vieillissement représente également un potentiel frein à la croissance. D'une part, celui-ci risque de s'accompagner d'un ralentissement des gains de productivité, lié à un vieillissement de la main d'œuvre et à une moindre intégration des nouvelles technologies. Par ailleurs, alors que les secteurs forts de la Turquie reposent encore sur une main d'œuvre abondante et peu coûteuse, le vieillissement de la population devrait aggraver la perte de compétitivité enregistrée en Turquie ces dernières années (dans le contexte de forte inflation et d'appréciation du taux de change réel). Si de nombreux pays font déjà face à ces problématiques, la particularité de la Turquie est d'avoir atteint un niveau d'enfants par femme similaire (et parfois inférieur) à celui des pays développés, mais avec un PIB par habitant bien plus faible. En moyenne, entre 1960 et 2024, lorsqu'un pays a franchi le seuil de renouvellement (moins de 2,1 enfants par femme), son PIB/hab. était égal à 14 341 USD selon la Banque mondiale. La Turquie quant à elle a atteint ce seuil en 2017, avec un PIB/hab de 10 696 USD. La Turquie entre donc dans une zone de faible croissance démographique, généralement corrélée à un moindre dynamisme économique ainsi qu'à un ralentissement des gains de productivité, avec un niveau de vie inférieur à la moyenne.

Atténuation et adaptation : deux leviers face au ralentissement démographique

En décrétant la « décennie de la famille » accompagnée d'un panel de mesures favorables aux jeunes parents, le président Erdogan a lancé en 2024 une politique nataliste. Un « Fonds pour la famille et la jeunesse » a ainsi été créé, différentes incitations ont été mises en place, dont un prêt à 0 % de 150 000 TRY (environ 3 000 EUR) pour les jeunes mariés et une hausse des pensions versées aux familles pour chaque enfant. Par ailleurs, une mesure annoncée en juillet 2025 permet aux parents fonctionnaires de travailler à temps partiel jusqu'à ce que leur enfant entre à l'école élémentaire. Cette politique fait cependant face à des facteurs structurels (l'allongement des études accroît le coût financier que représente un enfant ; l'accès élargi des femmes au marché du travail réduit le nombre d'enfants par ménages ; l'accroissement de la population urbaine, qui renchérit le coût du logement et réduit sa taille, représente aussi une limite au nombre d'enfants). Le pays peut par ailleurs compter sur l'attractivité croissante de son système universitaire vis-à-vis des étudiants internationaux, dont le nombre est passé de moins de 50 000 en 2013 à plus de 300 000 en 2023. D'après une déclaration de Mert Şener, président de la fédération d'Education de Turquie, l'objectif serait d'atteindre 500 000 étudiants internationaux en 2028.

Cependant, malgré ces politiques d'atténuation, la Turquie fera face à un vieillissement structurel, face auquel elle devra s'adapter. A ce sujet, un des premiers chantiers concerne la refonte de son système de retraites. Le nombre de retraités supplémentaires a déjà atteint 2 millions et devrait atteindre 4,1 millions d'après le gouvernement. Le FMI considère le système de retraite comme un des trois risques fiscaux majeurs auxquels fait face le pays (avec les passifs contingents liés aux garanties fournies par l'Etat dans les PPP et la hausse des coûts liés aux entreprises publiques) ; le fonds estime que le gouvernement devrait s'appuyer sur quatre paramètres (montant des pensions, nombre de bénéficiaires, montant des cotisations, nombre de cotisants) pour rendre viable ce système. Ce vieillissement remettra aussi en cause les secteurs traditionnels de la Turquie, fortement dotés en facteur travail. Afin de transformer son économie vers des secteurs avec une plus forte intensité capitaliste, le pays devra rendre son territoire attractif pour les investissements et s'assurer de doter sa population d'un capital humain suffisamment élevé pour être qualifiée dans des secteurs à haute valeur ajoutée.

Évolution des bénéficiaires d'une pension de retraite (Ministère du Trésor)



Azerbaïdjan – Démographie azerbaïdjanaise : « So far, so good » ?

Le taux d'accroissement naturel a fortement ralenti depuis la chute de l'Union soviétique. La population azerbaïdjanaise est aujourd'hui relativement jeune, urbaine et de plus en plus éduquée. La guerre entre la Russie et l'Ukraine n'a pas eu de répercussions démographiques majeures en Azerbaïdjan. Les enjeux démographiques ne sont pas au cœur des politiques publiques pour le moment

Le taux d'accroissement naturel a fortement ralenti depuis la chute de l'Union soviétique

Entre 1920 et 1991, des politiques publiques volontaristes en matière de natalité, associées à d'importants progrès dans les domaines de la santé et de l'agriculture, ont profondément reconfiguré la démographie de l'Azerbaïdjan soviétique. La population a triplé sur la période, passant de 2,3 à plus de 7 millions d'habitants. Le taux de mortalité a fortement reculé et l'espérance de vie s'est accrue, progressant de 45 à 68 ans. Dès les années 1960 toutefois, la natalité a amorcé un premier fléchissement sous l'effet conjugué de la hausse du niveau d'éducation et du poids croissant des femmes sur le marché du travail. Alors que l'accroissement naturel avait atteint jusqu'à 36 pour 1 000 habitants en 1960, ce taux s'est stabilisé à 20 pour 1000 au cours des années 1980.

Après l'indépendance, la récession économique provoquée par l'effondrement brutal du système soviétique et la première guerre du Karabagh (1988-1994) ont fortement pénalisé le taux d'accroissement naturel, qui a chuté de plus de moitié pour s'établir à seulement 8,5 pour 1 000 habitants au début du 21^e siècle. Malgré une amélioration temporaire au mitan des années 2000 (12 pour 1000 habitants en moyenne entre 2005 et 2014), l'accroissement naturel a continué de baisser pour s'établir à seulement 4,2 en 2024. Le nombre d'enfant moyen par femme est tombé dans le même temps à 1,4 contre 5 en 1960. La population azerbaïdjanaise compte aujourd'hui 10,3 millions d'habitants, répartis entre 50,2 % de femmes et 49,8 % d'hommes. Le taux brut de mortalité atteint 5,9 % et l'espérance de vie 76,9 ans.

La population azerbaïdjanaise est relativement jeune, urbaine et de plus en plus éduquée

La population active de l'Azerbaïdjan comptait 5,3 millions de personnes fin 2024, dont 5 millions occupés et 282 300 chercheurs d'emploi, soit un taux de chômage, globalement stable sur les dernières années, de 5,3 % selon les données officielles – à noter que le taux de chômage oscille entre 14 et 15 % pour la tranche d'âge 15-24 ans. La distribution par âge de la population azerbaïdjanaise demeure toujours favorable au dividende démographique, avec 35 % de la population âgée de moins de 25 ans. Le poids relatif des jeunes de 15 à 24 ans dans la population active diminue toutefois depuis 2010, sous l'effet combiné de la baisse de la natalité et des mobilités migratoires (voir *infra*). **La classe d'âge des 25-44 ans représente quant à elle 54,3 % de la population active**, soit 2,9 millions d'individus.

Si le capital humain monte en gamme officiellement – 900 000 actifs disposeraient d'un niveau d'enseignement supérieur, 584 000 seraient diplômés de l'enseignement technique (à partir de 16 ans) et 312 000 auraient bénéficié d'une formation professionnelle –, **l'allocation sectorielle des emplois témoigne toujours d'une économie en transition**. 1,78 million d'emplois sont ainsi concentrés dans l'agriculture, contre 715 000 dans le commerce et 404 000 dans la construction. Les secteurs de l'éducation et de la santé – plus qualifiés et plus féminisés – comptent pour leur part 372 000 et 190 000 salariés respectivement.

L'essor des secteurs industriel et tertiaire a néanmoins soutenu une urbanisation rapide du pays (58,6 % de la population en 2025 contre 51,1 % en 2000), à l'origine d'importants déséquilibres régionaux. Les populations jeunes et actives se concentrent ainsi dans la péninsule d'Abchérion, notamment à Bakou où les emplois sont mieux rémunérés, alors que certaines régions ont pu enregistrer une baisse de l'ordre de 30 à 40 % du nombre de leurs habitants âgés de 14 à 29 ans au cours des quinze dernières années.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine n'a pas eu de répercussions démographiques majeures en Azerbaïdjan

Au-delà de ces migrations internes, la démographie azerbaïdjanaise a été façonnée par un important flux d'émigration après la chute de l'Union soviétique. Sur la seule décennie 1990-2000, 417 000 personnes ont quitté le pays selon les statistiques officielles – ces chiffres, qui ne prennent pas en compte les départs non-déclarés, sont *a priori* sous évalués –, dont 60 % vers la Russie, tandis que 245 000 s'y sont installées. **Cette tendance s'est inversée dès 2008 selon les autorités azerbaïdjanaises**, avec un solde migratoire net légèrement positif (+1300 personnes en moyenne chaque année sur les dix-sept dernières années).

La guerre entre la Russie et l'Ukraine n'a pas eu de répercussions démographiques majeures en Azerbaïdjan, contrairement aux craintes exprimées en début d'année 2022. De fait, le conflit ne s'est pas traduit par un retour massif de la diaspora azerbaïdjanaise installée en Russie (**entre 1 et 2 M de personnes selon les sources**) et en Ukraine (environ 0,5 M), dont les conséquences sur le marché local de l'emploi auraient pu être critiques le cas échéant. Contraint par des conditions d'entrée et de résidence sur le territoire azerbaïdjanaise moins favorables¹, l'afflux de citoyens russes fuyant la mobilisation semble en outre avoir été bien plus limité que chez les voisins géorgien, arménien ou kazakhstanais.

Le tarissement redouté des envois de fonds (« remittances ») en provenance de la diaspora – facteur non négligeable de stabilisation sociale, notamment pour les familles les plus modestes du pays – n'a par ailleurs pas eu lieu. Au contraire, les transferts venant de Russie ont été multipliés par près de cinq en 2022, à 3 Md USD, obéissant notamment à un réflexe de « mise à l'abri » des actifs par la diaspora azerbaïdjanaise, avant de retomber à des niveaux plus classiques – les banques azerbaïdjanaises ont enregistré une hausse équivalente des dépôts des non-résidents sur la même période (près d'1 Md USD fin 2022). **De manière générale, 8,6 Mds USD ont été transférés depuis l'étranger vers l'Azerbaïdjan sur la période 2020-2024, dont deux-tiers en provenance de Russie.**

Les enjeux démographiques ne sont pas au cœur des politiques publiques pour le moment.

Selon les prévisions de l'ONU, la population azerbaïdjanaise ne devrait progresser que marginalement dans les années à venir, atteignant environ 11 millions d'habitants à l'horizon 2050, avec un profil vieillissant. **Aucune politique massive de soutien à la natalité n'a toutefois été annoncée jusqu'à présent** par les autorités azerbaïdjanaises, au-delà de quelques mesures ponctuelles (prime à la naissance d'un enfant récemment portée à 600 manats², allocations pour familles nombreuses, etc.). Dans le sillage de l'augmentation progressive de l'âge légal de départ à la retraite – actuellement fixé à 65 ans pour les hommes et à 64,5 ans pour les femmes –, **le nombre de retraités bénéficiaires d'une pension a en outre reculé au cours des dix dernières années**, passant de 791 000 en 2014 à 702 000 en 2024.

Pour mémoire, le système actuel de financement des retraites repose principalement sur le *Fonds de protection sociale de l'État (SSPF)*³, abondé à près de 80 % par les cotisations sociales – les 20 % restants provenant de transferts du budget de l'Etat. Le montant mensuel moyen des pensions versées s'élève à 540 manats en 2025 (273 EUR) et devrait atteindre 590 manats en 2026 (298 EUR). **Les dépenses du fonds dédiées au paiement des pensions de retraite⁴ sont estimées à 7,9 Mds AZN en 2026 (+10,9 % sur un an), soit 5,7 % du PIB**, contre un poids des retraites estimé à environ 14,5 % du PIB en France. **Les risques liés au vieillissement attendu de la population locale sur la soutenabilité du système actuel de financement des retraites apparaissent dès lors limités à court et moyen termes.**

¹ Fermeture de la frontière terrestre avec la Russie depuis la pandémie de Covid-19, durée de séjour sans visa de résidence plafonnée à trois mois par période de six mois, coût de la vie plus élevé, etc.

² Soit environ 300 EUR

³ Sous l'autorité du ministère du Travail et de la Protection sociale de la population

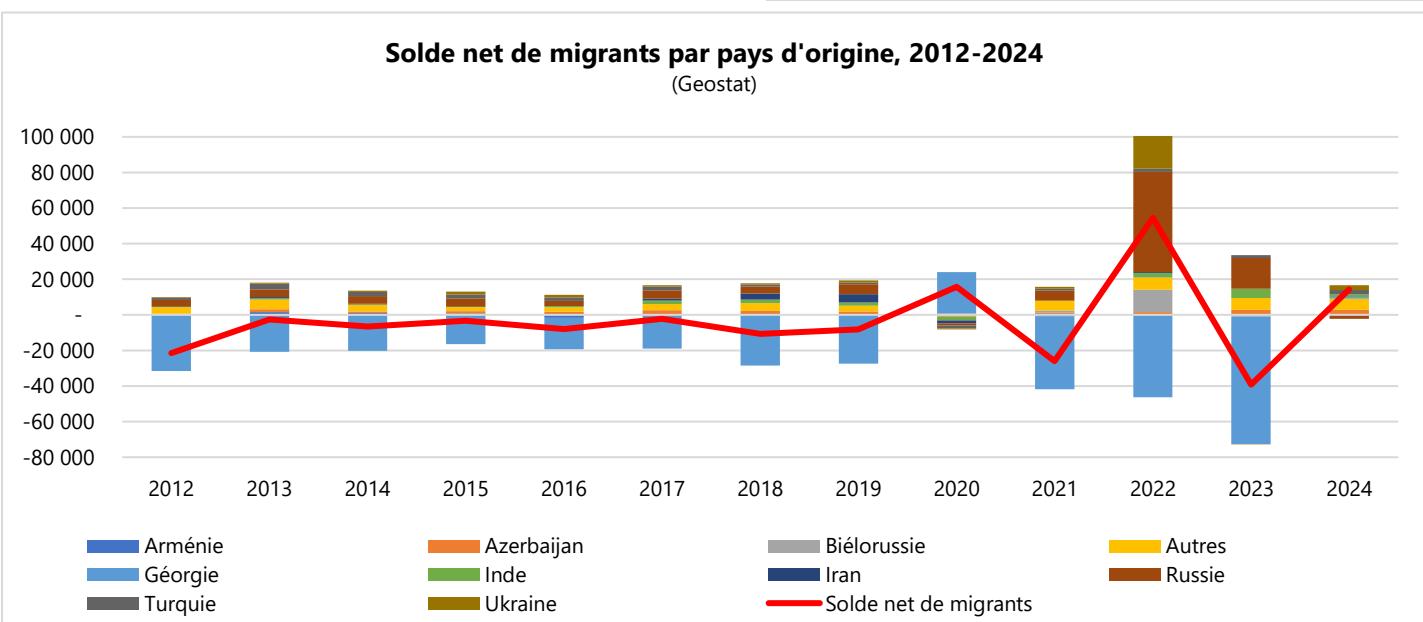
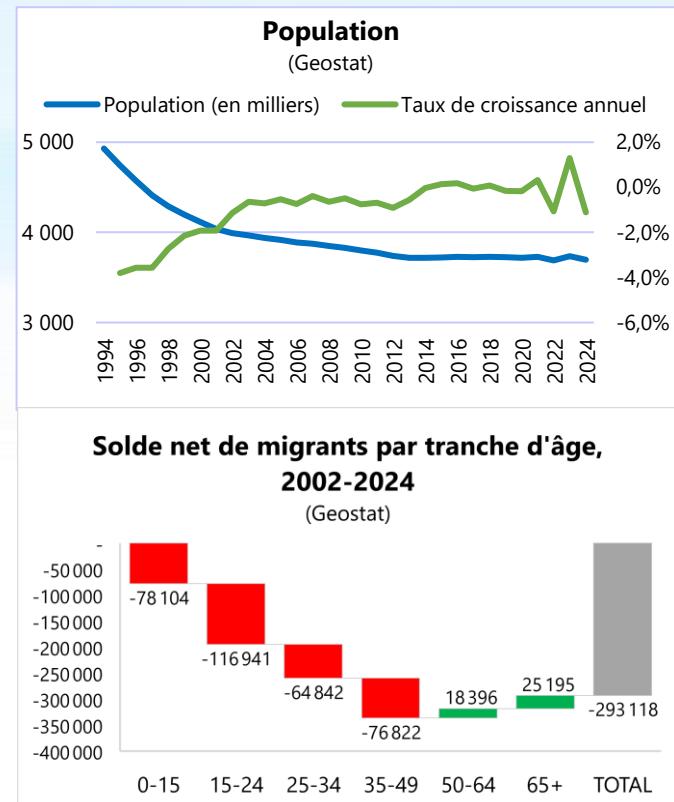
⁴ 94 % des dépenses totales du fonds

Géorgie – Une population qui émigre, diminue et vieillit depuis 1990

La Géorgie a perdu un quart de sa population en trente ans en raison de l'émigration. Le départ de citoyens majoritairement jeunes a pour effet d'accélérer le vieillissement de la population, tandis que le taux de fertilité est en déclin depuis 2015. Le pays a jusqu'ici bénéficié des transferts de fonds d'une diaspora représentant environ 23% de la population de 3,7 millions d'habitants. Cependant, une population moins nombreuse et plus âgée implique généralement une baisse du potentiel de croissance. Ces facteurs devraient également peser sur la capacité de l'Etat à financer le système de protection sociale reposant principalement sur les retraites. Dans ce contexte, les autorités souhaitent favoriser l'emploi des Géorgiens et limiter leur émigration en instaurant un permis de travail pour les travailleurs étrangers dès 2026.

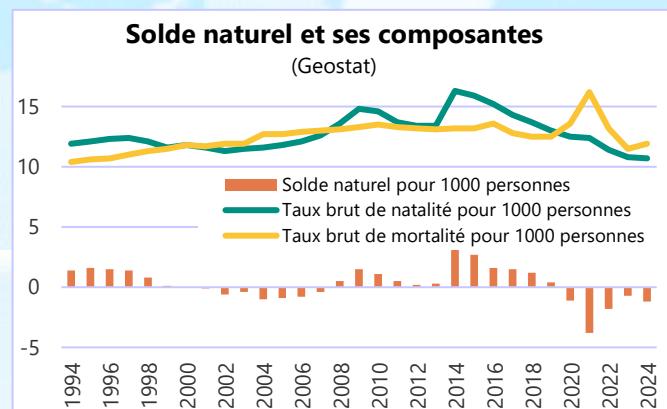
La population de la Géorgie décroît depuis les années 1990

La Géorgie enregistre une baisse quasi-continue de sa population depuis les années 1990, qui a chuté de 25,1% entre 1994 et 2024 principalement en raison des migrations. Plus d'un million de personnes ont quitté le pays entre 1994 et 2003 dans un contexte de crise liée à la transition politique et économique suite à l'effondrement de l'Union soviétique, puis 289 000 les 16 années suivantes (soldes nets). L'immigration de 96 381 citoyens russes, ukrainiens et biélorusses après le déclenchement du conflit russe-ukrainien a contribué à une hausse de la population de +1,3% entre 2022 et 2023, néanmoins contrebalancée par le départ de 71 584 Géorgiens l'année suivante. La tendance à l'émigration affecte d'autant plus la démographie que les femmes de moins de 35 ans représentent 36,5% des émigrants nets (-107 092), et que la balance migratoire n'est positive que pour les plus de 55 ans (+43 591). Les Géorgiens émigrent notamment en raison du manque d'opportunités économiques et des conditions salariales jugées peu avantageuses dans un pays où 28,3% de la population demeure sans emploi mais souhaiterait travailler¹.

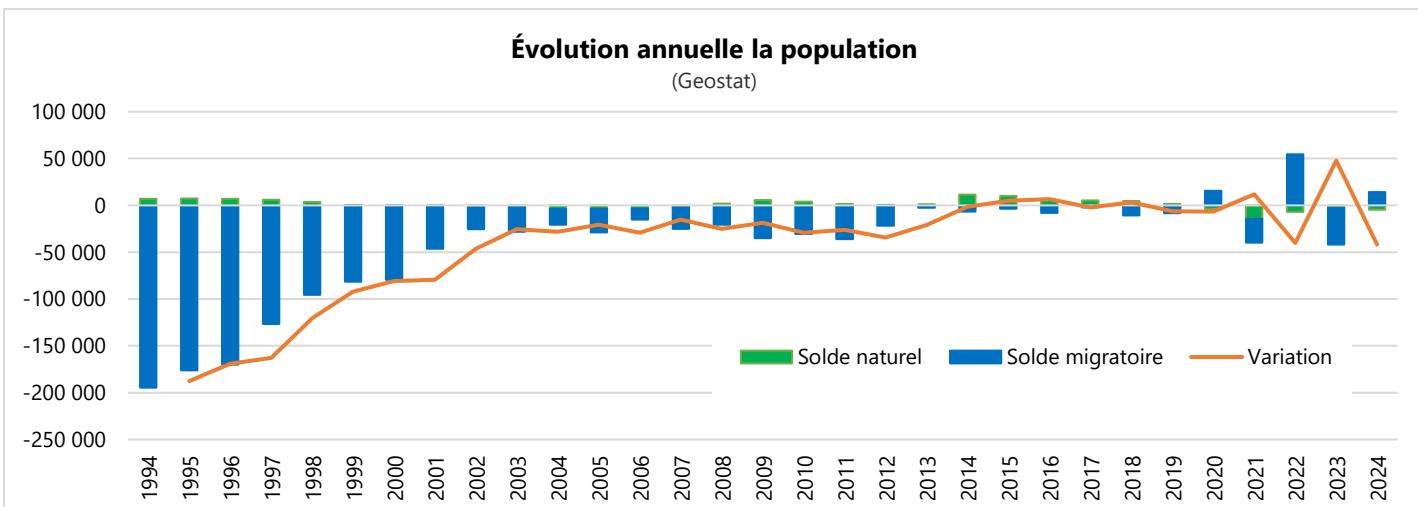
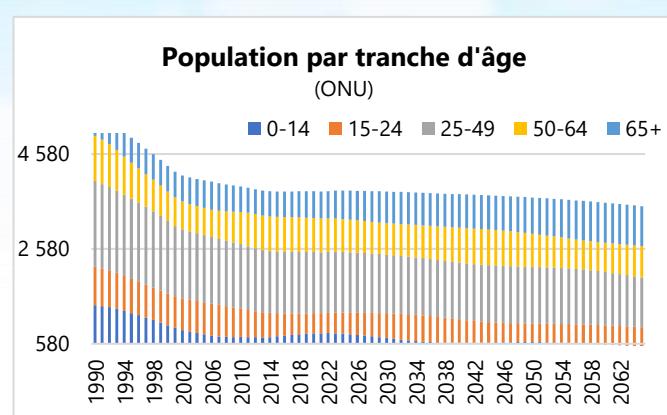


¹ Cette proportion correspond à l'ensemble des personnes de plus de 15 ans qui n'était pas employées mais avaient 1) cherché un emploi dans les quatre semaines précédentes et/ou 2) étaient prêtes à travailler dans les deux prochaines semaines

La réduction du taux de natalité contribue également au déclin de la population. Le nombre moyen d'enfants par femme diminue après avoir atteint un pic à 2,31 en 2015. Il tombe sous le seuil de renouvellement (2,1) dès 2019 et retrouve en 2024 un niveau de 1,7 à peine supérieur à la moyenne historiquement basse des années 1995-2004 (1,6). En parallèle, le taux de mortalité pour 1000 habitants, en baisse depuis 2016 (hors période de la Covid-19 en 2020-22), reste élevé à 11,9 en 2024, plaçant la Géorgie au 11^{ème} rang des pays avec le taux le plus élevé en 2020-2025. Le solde naturel pour 1000 habitants est ainsi négatif depuis 2020, impliquant une baisse du nombre d'habitants (hors migration). On observe également un vieillissement de la population lié au profil des migrants et à la diminution des naissances. La part des personnes âgées de 65 ans et plus dans la population est passée de 10,7% en 1994 à 16,4% en 2024, tandis que la part des moins de 15 ans a diminué de 22,9% à 19,4%. D'ici 2050, les plus de 65 ans devraient représenter 20,8% des habitants, et presque un quart de la population en 2065 (24,0%).



D'après l'ONU, la population géorgienne devrait continuer à diminuer, avec une perte pouvant atteindre 8,6% de la population entre 2024 et 2065. L'évolution reste difficile à prédire en raison de l'importance des flux migratoires dans la variation du nombre d'habitants. L'émigration d'une partie des 100 000 citoyens russes, biélorusses et ukrainiens arrivés en Géorgie depuis 2022 pourrait se matérialiser dans l'hypothèse d'une fin du conflit en Ukraine (le solde migratoire de ces populations étant resté positif en 2023 et 2024¹). L'évolution de la situation politico-économique affectera également les décisions des Géorgiens qui étaient 54% à envisager une migration dont 9% de manière permanente en 2024².



Cette situation démographique a un effet ambivalent sur l'économie géorgienne

Le vieillissement de la population suscite un doute sur la soutenabilité du système de retraite. Celui-ci représente 16,2% du budget de l'Etat en 2026, chaque personne âgée de plus de 60 ou 65 ans recevant un revenu inconditionnel³. Cette part devrait augmenter avec la potentielle hausse du nombre de bénéficiaires de +242 000 entre 2024 et 2065 et la diminution du nombre de cotisants. Ainsi la part des 65+ sur les personnes en âge de travailler (15-64 ans) devrait passer de 25,9% en 2025 (Geostat) à 39,5% en 2065 (ONU). La hausse du ratio de dépendance devrait d'autant plus peser sur les finances publiques que 32,9% des recettes étatiques en 2026 doivent provenir de l'impôt sur le revenu, versé par les actifs.

¹ Solde migratoire net en 2023 : 16144 ; en 2024 : 423

² Baromètre du Caucase (2024)

³ Rapport « Navigating Fiscal Realities for Equitable Growth » de la Banque mondiale en avril 2025

Le vieillissement et le départ de migrants à l'issue de la guerre en Ukraine pourraient peser sur le dynamisme de l'économie. D'une part, le vieillissement de la population risque de s'accompagner d'une intégration moindre des nouvelles technologies et d'un ralentissement des gains de productivité. La BERD estime que l'évolution démographique pourrait avoir un impact négatif de -0,25 points de pourcentage sur la croissance du PIB par habitant entre 2050 et 2100. La croissance économique géorgienne a largement bénéficié de l'arrivée d'Ukrainiens, Russes et Biélorusses disposant de revenus supérieurs à ceux de la population géorgienne et détenant en 2024 les trois quarts des entreprises du secteur IT. Leur départ pourrait entraîner une baisse de la consommation et de l'activité du secteur IT, deux des principaux vecteurs de croissance des trois dernières années¹, et ainsi enrayer le dynamisme de l'activité économique.

L'effet de l'émigration sur l'économie géorgienne reste cependant ambivalent. La diaspora joue une part essentielle dans l'économie du pays, leurs transferts monétaires représentant 6,3% du PIB en 2024. Le rôle de l'émigration dans la pénurie de main d'œuvre déplorée par certaines entreprises² reste peu clair. Le taux de chômage élevé (13,9% en 2024) et le faible taux d'emploi (47,1%) indiquent plutôt une inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail en termes de compétences et de conditions salariales. La fuite des cerveaux semble par ailleurs limitée : la part des émigrants dans la population géorgienne disposant d'une éducation tertiaire (15%) reste inférieure à la part des émigrants sur la population totale (23%)³. La crise politique actuelle et les suppressions de postes liées à la baisse des subventions occidentales peuvent accélérer le départ des travailleurs diplômés.

Les autorités tentent de maîtriser l'immigration et d'encourager les naissances

La démographie est identifiée comme un enjeu prioritaire dans la stratégie gouvernementale de 2025-2028, bien qu'il n'existe aucun programme dédié. Le document prévoit ainsi la mise à jour des mesures de soutien aux familles et à la fertilité (grossesse, garde d'enfant...) sans indiquer d'objectifs ni de délais de mise en oeuvre. Le gouvernement a par ailleurs doublé l'allocation versée en cas de congé maternité de 1000 à 2000 GEL au total (630 EUR) en 2023. Elle reste néanmoins faible et le facteur économique explique en partie l'écart entre le nombre d'enfants désirés en moyenne et le taux de fécondité effectif, de 2,6 contre 1,7.

Les autorités cherchent de plus à limiter l'émigration de citoyens géorgiens tout en contrôlant l'immigration des étrangers. La réforme de l'éducation adoptée par le Parlement en décembre 2025 vise notamment à enrayer la fuite des cerveaux⁴. Le passage à un système de licence en trois ans et master en un an pourrait ainsi compliquer la reconnaissance des diplômes et donc l'obtention d'un emploi et l'installation de travailleurs géorgiens à l'étranger. L'introduction d'un permis de travail à compter de 2026 doit par ailleurs favoriser l'allocation des emplois vacants aux citoyens géorgiens, ce qui pourrait indirectement enrayer leur émigration. Ces mesures de contrôle pourraient accélérer le déclin démographique en entraînant le départ de travailleurs étrangers et en limitant leurs arrivées.

En parallèle, une réforme du système des retraites permettant d'alléger le poids des pensions sur les finances publiques serait politiquement coûteuse. Les autorités ont certes introduit un système de retraite par contribution en 2018 afin de compléter la pension versée par l'Etat. Cette dernière reste cependant le principal instrument de lutte contre la pauvreté en Géorgie et son retrait affecterait son équilibre socio-économique. Un réhaussement de l'âge de départ à la retraite semble aussi délicat alors que 72,1% de la population géorgienne y reste catégoriquement opposée⁵. L'impact du vieillissement sur le financement de la protection sociale reste ainsi abordé, et considéré comme gérable par le Ministère des Finances.

* * *

L'instauration d'un permis de travail pour les travailleurs étrangers et la réforme de l'éducation semblent traduire les difficultés auxquelles le gouvernement fait face pour limiter l'émigration. Leur possible effet sur l'économie reste incertain alors que la croissance bénéficie de l'immigration et des transferts de fonds des citoyens ayant émigré. La soutenabilité du régime de retraite reste également un enjeu puisqu'en 2065 un quart de la population sera éligible à une pension. Celles-ci représentent déjà 16,2% du budget de l'Etat en 2026 bien que les plus de 65 ans soient seulement 16,7%.

¹ Le secteur IT est responsable de 24,5% de la croissance économique enregistrée entre le S1 2022 et S1 2025.

² Les 2/3 des entreprises ayant participé au « EU Business Climate Report Georgia 2024 » estiment que le manque de main d'œuvre est un obstacle au développement de leur activité.

³ Voir BERD (2025). *Transition report 2025-2026, Brave Old World*.

⁴ Le texte de loi adopté le 16 octobre 2025 indique que les faiblesses du système d'enseignement supérieur contribuent à l'émigration des Géorgiens. Il introduit un nouveau schéma licence-master totalisant 240 ECTS, contre 300 ECTS auparavant, ce qui pourrait limiter la reconnaissance des diplômes à l'étranger et, indirectement, réduire les départs.

⁵ Voir IDFI (2023). *The Future of the Georgian Pension Reform*; FMI (2025). *Impact of Emigration on the Georgian Labour Market*

Turkménistan – Quelles perspectives pour la démographie turkmène selon l'UNICEF ?

Peu de statistiques fiables sont disponibles sur le sujet de la démographie au Turkménistan. Le résultat proclamé à l'issue du recensement de 2022, soit 7 millions d'habitants, est sujet à caution. La population réellement résidente est probablement inférieure de moitié, notamment du fait de l'émigration. En phase de transition démographique, le Turkménistan pourrait bénéficier d'un gain de PIB supplémentaire en misant sur des programmes ambitieux de développement du capital humain selon une récente étude de l'UNICEF.

Peu de statistiques fiables sont disponibles sur le sujet de la démographie au Turkménistan. Selon le dernier recensement effectué par les autorités locales, le Turkménistan comptait officiellement 7 millions d'habitants en 2022. Le *Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA)* chiffre quant à lui la population actuelle du pays à 7,6 millions d'individus, dont 31 % seraient âgés de moins de 14 ans, 64 % auraient entre 15 et 64 ans et 5 % seraient âgés de 65 ans et plus.

Ces chiffres sont contestés. D'autres évaluations estiment la population aux alentours de 4 millions. Deux millions de Turkmènes ont notamment quitté le pays au cours des trente dernières années – soit entre son indépendance et la fermeture des frontières au prétexte de l'épidémie de COVID-19 –, à destination principalement de la Turquie, des États du Golfe, de la Russie et de l'Ukraine. L'indice de fécondité s'élèverait pour sa part à 2,6 enfants par femme en moyenne et l'espérance de vie serait de 67 ans pour les hommes et 73 ans pour les femmes selon l'*UNFPA*.

Dans son récent rapport régional « *Generation 2050 in Central Asia* », rédigé en coopération avec la société de conseil *Genesis Analytics*, l'UNICEF indique que la population turkmène pourrait croître de 26,5 % jusqu'en 2050, pour atteindre plus de 9,6 millions d'habitants, avec un taux d'urbanisation progressant à plus de 65 %. Les contrecoups du changement climatique devraient en particulier contribuer de plus en plus à un phénomène de migration interne déjà visible, des zones du Turkménistan touchées par la sécheresse et le stress hydrique vers les zones périurbaines. Le mouvement est toutefois entravé par l'interdiction de s'installer dans la capitale Achgabat – le Turkménistan conserve le système soviétique de l'enregistrement obligatoire (*propiska*).

Faisant le constat de la jeunesse de la population actuelle – l'âge médian serait de 26,9 ans aujourd'hui selon le rapport – et, son corollaire, d'une disponibilité de la main-d'œuvre en hausse, l'UNICEF estime par ailleurs que le Turkménistan pourrait bénéficier d'un important dividende démographique dans les années à venir. La mise en œuvre de programmes ambitieux de développement du capital humain¹, via notamment une augmentation et une optimisation des dépenses d'éducation, permettrait d'augmenter le PIB par habitant de 8,8 % supplémentaires d'ici 2050 par rapport à un scénario de base selon l'agence onusienne. L'émigration (vers la Turquie, la Russie, la Pologne et l'UE), projet de nombreux jeunes turkmènes, est activement combattue par divers moyens administratifs.

¹ Pour un coût annuel additionnel estimé à 4,4 % du PIB

Tableaux de synthèse

Turquie

Economie			Démographie & Développement		
Indicateur	Donnée	Date	Indicateur	Donnée	Date
PIB (Mds USD)	1358	2024	<u>Population (Million)</u>	85,7	2024
Croissance du PIB	3,7%	T3 2025	<u>Âge médian</u>	34,4	2024
Chômage	8,2%	oct-25	Espérance de vie (ans)	77	2023
Dette publique (% PIB)	24,1%	T2 2025	<u>IDH</u>	0,85	2022
Inflation (g.a)	33,3%	sept-25	<u>Indice de Gini</u>	0,45	2022
Solde budgétaire (% PIB)	-4,9%	T1 2025			
Solde commercial (Mds USD)	-49,5	S1 2025			

Azerbaïdjan

Economie			Démographie & Développement		
Indicateur	Donnée	Date	Indicateur	Donnée	Date
PIB (Mds USD)	74,3	2024	<u>Population (Million)</u>	10,25	2025
Croissance du PIB	4,1%	2024	<u>Âge médian</u>	33,6	2025
Chômage	5,3%	2024	Espérance de vie (ans)	74,7	2025
Dette publique (% PIB)	21,1%	2024	<u>IDH</u>	0,79	2023
Inflation (g.a)	2,2%	juil-05	<u>Indice de Gini</u>		
Solde budgétaire (%)	3,2%	2024			
Solde commercial (Mds USD)	8,8	2024			

Géorgie

Economie			Démographie & Développement		
Indicateur	Donnée	Date	Indicateur	Donnée	Date
<u>PIB (Mds USD)</u>	33,78	2024	<u>Population (Million)</u>	3,7	2024
<u>Croissance du PIB</u>	9,4%	T2 2025	<u>Âge médian</u>	38,5	2024
<u>Chômage</u>	11,5%	T1 2025	<u>Espérance de vie (ans)</u>	74	2023
<u>Dette publique (% PIB)</u>	40,6%	2024	<u>IDH</u>	0,84	2022
<u>Inflation (g.a)</u>	4,8%	sept-25	<u>Indice de Gini</u>	33,9	2024
<u>Solde budgétaire (% PIB)</u>	4,3%	T1 2025			
<u>Solde commercial (Mds USD)</u>	-10,3	2024			

Turkménistan

Economie			Démographie & Développement		
Indicateur	Donnée	Date	Indicateur	Donnée	Date
<u>PIB (Mds USD)</u>	64,2	2024	<u>Population (Million)</u>	7,5	2024
<u>Croissance du PIB</u>	2,3%	2024	<u>Âge médian</u>		
<u>Chômage</u>	4,3%	2024	<u>Espérance de vie (ans)</u>	70	2023
Dette publique (% PIB)	4,1%	2024	<u>IDH</u>		
Inflation (g.a)	4,0%	2024	<u>Indice de Gini</u>		
Solde budgétaire (% PIB)	-0,1%	2024			
Solde commercial (Mds USD)	4,5	2024			